

Résumé

BIRGIT MÜLLER

LA LOI DU MARCHÉ COMME IDÉOLOGIE.

LES AGRICULTEURS DU SASKATCHEWAN FACE AU SYSTÈME ÉCONOMIQUE NÉOLIBÉRAL

Cet article interroge les modalités par lesquelles la croyance en un marché libre et bienfaiteur pour celui qui en respecte les lois est entrée dans les mœurs et est devenue partie intégrante des visions du monde développées au niveau local. On verra ainsi comment la « grande tradition » du libre-échange s'inspire d'une « petite tradition » qui détermine les pratiques économiques et les visions du monde au quotidien. La démonstration s'appuie sur l'exemple de la façon dont les agriculteurs du Saskatchewan au Canada exercent des choix économiques et cadrent leurs rapports avec la société et l'environnement naturel en fonction de l'idée même d'une « loi du marché ». Ces agriculteurs sont probablement, au niveau mondial, parmi les plus au fait des nouvelles technologies agricoles et les plus mécanisés ; ils gèrent de grandes exploitations de plusieurs centaines voire plusieurs milliers d'hectares et produisent principalement du grain destiné à l'exportation. Avec cet exemple, on observera comment la « loi du marché », qui s'affiche comme le principe même de la rationalité économique, est liée dans l'imaginaire quotidien des agriculteurs à des croyances aux forces du destin, à la justice divine et aux cycles naturels de toute chose. On montrera comment la croyance en une loi du marché véhicule un principe de justice en vertu duquel les agriculteurs devraient voir à la longue leurs efforts et leur assiduité récompensés. On verra corrélativement que cette croyance les empêche d'une part de voir les structures du pouvoir dans lesquelles s'inscrit leur travail, d'autre part de se défendre contre la concentration du pouvoir commercial entre les mains de quelques multinationales agrochimiques qui dictent les prix des semences, des engrais et des herbicides et contrôlent le marché du grain.

Cette myopie m'a incitée à examiner les pratiques liées à l'idée de la loi naturelle du marché, en m'inspirant de la démarche de Michel Foucault dans son analyse de la gouvernementalité. J'analyse l'idée d'une loi de marché comme historiquement constituée, remplissant une fonction idéologique à la fois au niveau global et local. Je m'intéresse à l'usage que l'on fait de cette idée selon laquelle le fonctionnement de la société est régi par une telle loi, basée sur l'autorégulation et la concurrence généralisée ; car des pratiques bien réelles s'ordonnent à cette chose supposée qu'est la loi du marché, l'établissant et la marquant ainsi dans le réel.

La loi du marché comme idéologie.

Les agriculteurs du Saskatchewan face au système économique néolibéral

Birgit Müller*

Le prix Nobel d'économie, Piero Sraffa, compare la place que prend aujourd'hui l'économie dans nos sociétés à celle qu'occupait autrefois la théologie au Moyen Âge (Gudeman 1986 : 142)¹. En effet, depuis les années 1980, l'idée que l'économie doit être régulée par l'État a reculé en faveur de l'idée d'une loi du marché fonctionnant telle une loi naturelle. Les discours politiques néolibéraux affirment que le libre jeu de l'offre et de la demande permet d'allouer les ressources au niveau planétaire bien plus efficacement que quand les pouvoirs politiques s'en chargent et interviennent pour réguler. La croyance au bénéfice du libre jeu du marché pour l'ensemble des sociétés humaines est devenue la pierre angulaire de la doctrine du libre échange. De fait, cette doctrine a été établie comme norme de régulation des rapports économiques et commerciaux au niveau mondial, par le biais d'un corpus légal impressionnant. Par le traité de Marrakech (1994) ce corpus légal assigne de nouveaux pouvoirs aux acteurs économiques, en établissant des droits de propriété intellectuelle au niveau mondial et en limitant la capacité des États à protéger leur économie nationale et leur environnement.

Cet article interroge les modalités par lesquelles la croyance en un marché libre et bienfaiteur pour celui qui en respecte les lois, est entrée dans les mœurs et est devenue partie intégrante des visions du monde développées au niveau local. On verra ainsi comment la « grande tradition » du libre-échange s'inspire d'une « petite tradition » (Tambiah 1970 : 3-4) qui détermine les pratiques économiques et les visions du monde au quotidien².

La démonstration s'appuie sur l'exemple de la façon dont les agriculteurs du Saskatchewan au Canada exercent des choix économiques et cadrent leurs rapports avec la société et l'environnement naturel en fonction de l'idée même d'une « loi du marché ». Les agriculteurs du Saskatchewan sont probablement, au niveau mondial, parmi les plus au fait des nouvelles technologies agricoles et les plus mécanisés ; ils gèrent de grandes exploitations de plu-

* Anthropologue, chargée de recherches CNRS, Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales, LAIOS, IIAC, CNRS-EHESS, bmuller@msh-paris.fr

1. Piero Sraffa critique la théorie de Marshall sur la fonction de l'approvisionnement dans l'industrie. Il maintient que les forces qui déterminent les prix dans l'industrie ne peuvent plus être décrites en termes de forces opposées de l'offre et de la demande. Plutôt que par les coûts de production, les prix dans un système de production avec une valeur ajoutée, sont déterminés par les conditions de production et par les règles de distribution qui sont déterminées à leur tour par des conditions historiques et institutionnelles (Davis 2002 : 390).

2. Stanley Tambiah décrit les « grandes traditions » religieuses comme des variables, cumulatives et changeantes. Les « petites traditions » religieuses locales incorporent des éléments des grandes traditions et voient les textes des grandes traditions dans une fonction référentielle et légitimante (Tambiah 1970 : 3-4). En analogie avec les traditions religieuses, les idéologies politiques et économiques, comme celle de la « loi du marché », ont aussi leurs grandes et petites traditions.

sieurs centaines voire plusieurs milliers d'hectares et produisent principalement du grain destiné à l'exportation. Avec cet exemple, on observera comment la «loi du marché», qui s'affiche comme le principe même de la rationalité économique, est liée dans l'imaginaire quotidien des agriculteurs à des croyances aux forces du destin, à la justice divine et aux cycles naturels de toute chose. Je m'attacherai à montrer comment la croyance en une loi du marché véhicule un principe de justice en vertu duquel les agriculteurs devraient voir à la longue leurs efforts et leur assiduité récompensés. On verra corrélativement que cette croyance les empêche d'une part de voir les structures du pouvoir dans lesquelles s'inscrit leur travail, d'autre part de se défendre contre la concentration du pouvoir commercial entre les mains de quelques multinationales agrochimiques qui dictent les prix des semences, des engrais et des herbicides et contrôlent le marché du grain.

Cette myopie m'a incitée à examiner les pratiques liées à l'idée de la loi naturelle du marché. Je m'inspire ici de la démarche de Michel Foucault dans son analyse de la gouvernamentalité. Foucault renonce d'entrée de jeu aux universaux de l'analyse sociologique pour partir de la pratique de gouverner «telle qu'elle se donne» (Foucault 2004: 4-5). J'analyse donc l'idée d'une loi de marché comme historiquement constituée, remplissant une fonction idéologique à la fois au niveau global et local. Je m'intéresse ici à l'usage que l'on fait de cette idée selon laquelle le fonctionnement de la société est régi par une telle loi, basée sur l'autorégulation et la concurrence généralisée; car des pratiques bien réelles s'ordonnent à cette chose supposée qu'est la loi du marché, l'établissant et la marquant ainsi dans le réel.

Dans une première partie, après un bref historique de l'agriculture des Prairies du Saskatchewan, je montrerai les efforts consentis pour une régulation du commerce de grain, dans cette région productrice de matières premières fortement soumises aux oscillations du marché mondial puis à sa libéralisation progressive, depuis les années 1980. Dans une deuxième partie, nous verrons comment les agriculteurs se sont approprié l'idéologie dominante d'un marché juste et comment ils se sont identifiés au modèle de l'agriculteur entrepreneur individualiste, seul responsable de son succès économique. Enfin, dans une troisième partie, je montrerai comment les agriculteurs face à l'adversité d'un marché mondial sur lequel ils n'ont aucun contrôle finissent par concevoir la «loi du marché» comme une force du destin.

L'histoire de l'agriculture au Saskatchewan : l'économie du Boom and Bust

Harold Innis développa, dans les années 1930, une critique de la théorie de l'avantage comparatif des régions productrices de matières premières, dans laquelle il voyait l'imposition d'un schéma intellectuel justifiant la colonisation britannique. La division du travail qui assigna au Saskatchewan le rôle du producteur de matières premières, destinées d'abord à l'Europe, puis à l'Est du Canada et aux États-Unis, maintenait exactement les vieilles relations asymétriques du commerce colonial. Prenant le contre-pied de la théorie orthodoxe du commerce qui énonce une augmentation des prix des produits primaires plus rapide que celle des produits manufacturés (Bessis-Hochraith dans ce volume), Innis observe qu'un pays n'a aucun avantage, même relatif, à se spécialiser dans la production de matières premières. La production de matières premières aboutit à un développement boiteux et incomplet, enlisant des régions et des nations entières dans un piège économique. Dans les Prairies du continent américain, d'énormes investissements en infrastructure – chemins de fer, silos de grains et routes suivant les lignes de quadrillage – donnent leur empreinte au paysage, mais n'incitent pas aux développements alternatifs. Finalement, les régions productrices de matières premières restent dépendantes des métropoles puissantes et sont globalement confinées à la marge (Barnes 1995).

Précédant les deux économistes, Prebisch et Singer, qui mettent en évidence dans les années 1950 la tendance à la détérioration des termes de l'échange des pays producteurs de matières premières, Innis fonde sa critique sur une métaphore cyclonique; les régions productrices de matières premières se trouvent «dans l'œil du cyclone de l'économie internationale moderne» (cité dans Barnes 1995). Innis utilise cette métaphore météorologique pour représenter, à la fois, la férocité de l'accumulation capitaliste sur les sites des ressources premières et le déclin et la destruction qui suivent inéluctablement. «Parce que les métropoles du capitalisme ont un besoin constant de matières premières, elles en recherchent sans cesse de nouvelles sources profitables. Soufflant à travers le paysage économique, des vents cycloniques globaux frappent certains sites – des villes dotées d'une seule industrie par exemple – créant dans une explosion d'énergie frénétique des infrastructures et des moyens de production et d'exploitation des ressources. Mais comme l'implique la

métaphore centrale, la stabilité est toujours précaire et temporaire, et tôt ou tard tout ce qui a été solide se fond dans l'air... Dans le même temps, il y a une rupture massive dans la vie des gens et dans leurs moyens d'existence³. » (Barnes 1995).

Le marché fait son apparition sur les Prairies du Saskatchewan relativement tard au XIX^e siècle, mais il réussit en quelques décennies seulement à en bouleverser l'écosystème et à détruire systématiquement les moyens de subsistance des peuples autochtones, le tout selon le mouvement cyclonique décrit par Innis (1956). Depuis le milieu du XIX^e siècle, les Prairies ont vu plusieurs économies de matières premières naître et s'effondrer dans un laps de temps très court.

Ainsi, la compagnie de la Baie d'Hudson, spécialisée dans un premier temps dans l'exploitation des fourrures des grandes forêts du nord, a négligé les bisons des Prairies, les abandonnant aux peuples autochtones des plaines et ce jusqu'à ce que les chasseurs venus des États-Unis commencent à s'y intéresser. Pour défendre son monopole dans le commerce des fourrures, la compagnie de la Baie d'Hudson élargit alors son rayon d'action vers les Prairies du sud et encouragea la chasse aux bisons à grande échelle. Des milliers de bisons succombèrent aux assauts portés par des métis, organisés de façon quasi militaire, et des peuples autochtones chassant en formations traditionnelles. Après la quasi-éradication de la population des bisons vers 1879/80, un nouveau boom vit le jour : le commerce des ossements des bisons exterminés. Il fut vite remplacé par un boom de l'élevage bovin, originaire du nord des États-Unis, une région déjà passablement surexploitée dans ce domaine. L'arrivée des premiers pionniers quelques années plus tard mit un frein à ce dernier, du fait de l'obligation faite aux éleveurs de clôturer leurs prés. À l'époque, la venue des colons ne devait rien au hasard, puisqu'elle était souhaitée et planifiée par le gouvernement colonial de longue date. Dans cette optique, des chemins de fer ont été construits et des villages prévus tous les 15 kilomètres le long de la ligne de chemin de fer. Les premiers agriculteurs avaient l'obligation de défricher une partie de la terre qui leur avait été attribuée et de s'y installer pour un minimum de trois ans s'ils souhaitaient garder un droit sur celle-ci (Conway 1994, Potyondi 1995).

Les générations ultérieures ont idéalisé ces pionniers, les jugeant autonomes, capables de fournir un travail titanesque pour combattre

les vicissitudes du climat et faire fortune. Dans les faits, les pionniers arrivant souvent sans gros capital, dépendaient fortement les uns des autres. Des associations religieuses et d'entraide constituées sur le modèle des associations existant dans leurs pays d'origine furent donc fondées (Celebrate Saskatchewan Committee 1980). Dès leur arrivée au début du XX^e siècle, les pionniers se retrouvent inscrits dans le système commercial de l'époque ; ils sont confrontés aux puissantes compagnies de chemin de fer et aux grands négociants qui, en situation de quasi-monopole, dictent alors les prix du grain, imposent souvent arbitrairement leurs critères de qualité et réclament des prix exorbitants pour les fournitures.

Les agriculteurs s'organisent alors en coopératives pour commercialiser leurs récoltes et obtiennent du gouvernement des prix garantis pour le transport des grains par les chemins de fer. Il existe une forte tradition socialiste parmi les premiers agriculteurs des Prairies, laquelle contrebalance la philosophie libérale dominante au tournant du siècle. Pendant la Première Guerre mondiale, les plaines canadiennes sont considérées comme le grenier à blé du monde entier et prospèrent, grâce à un prix élevé du blé, résultant à la fois de l'interventionnisme de l'état et des pénuries dues à la guerre. Ce boom du blé qui continua sporadiquement pendant les années 1920, entraîna la mécanisation de l'agriculture des Prairies (Conway 1994 : 65). Mais cette prospérité relative s'effrita à la fin des années 1920, avec la grande dépression. Les prix d'exportation des produits agricoles s'effondrèrent de 70 %. Les agriculteurs, souvent fortement endettés à cause des investissements exigés par une mécanisation accélérée, virent la plus grande partie de leurs revenus disparaître entre 1929 et 1933 (Conway 1994 : 99).

À la fin des années 1920, fortement endettés, ruinés par la sécheresse et les vents forts qui décapaient la couche fertile des terres agricoles,

3. Ces « cyclones » qui ravagent fréquemment les régions productrices de matières premières sont appelés « chocs » ou « ruptures structurelles » dans le jargon des économistes. La majorité des marchés de matières premières subissent des ruptures structurelles multiples et le degré de persistance des chocs est élevé pour la plupart des matières premières (Bonnet Grimoux 2005 : 8). Les économistes admettent que les marchés ne fonctionnent plus quand il y a « choc ». « *L'instabilité des prix agricoles, de tous les prix et pas seulement des prix internationaux, rend les marchés inefficaces au sens de la théorie standard "sur un marché instable le prix n'est jamais égal au coût marginal. Cela signifie que sur un marché instable rien n'est jamais optimal"* » (Bonnet Grimoux 2005 : 12 et aussi les écrits de Jean-Marc Boussard sur le caractère très particulier des marchés agricoles).

des milliers d'agriculteurs firent faillite et quittèrent leurs exploitations. Par ailleurs l'utilisation de la charrue importée d'Europe s'avéra néfaste aux sols des Prairies et les terres agricoles ne furent sauvées qu'*in extremis* grâce à un programme gouvernemental qui mobilisait agriculteurs, chercheurs et techniciens. Cette coopération fructueuse a inscrit dans la mémoire collective une image extrêmement positive de la recherche agronomique, ressentie comme une science bénéfique, voire indispensable au succès des entreprises agricoles. Elle a aussi nourri l'idée que chaque problème économique ou écologique pouvait être résolu par le progrès scientifique.

Les faillites des coopératives de commercialisation pendant la crise et la pression des agriculteurs convainquirent le gouvernement canadien de créer en 1935 une entreprise de commerce d'État, le *Canadian Wheatboard*, qui allait obtenir dans les années 1940 le monopole de la commercialisation du grain des provinces de l'ouest du Canada. Le principe de fonctionnement du *Wheatboard* était d'atténuer pour les producteurs les oscillations de prix au cours de l'année (prix bas au moment de la récolte, prix plus élevé au printemps) et de négocier sur le marché mondial les meilleurs prix pour le grain canadien. Pour cela, l'entreprise faisait un premier paiement aux agriculteurs au moment de la livraison, puis leur rendait les profits supplémentaires à la fin de l'année. Le gouvernement qui ne subventionnait pas le *Wheatboard*, garantissait les pertes éventuelles de l'entreprise.

Le cycle du *boom and bust* a continué, bien qu'à un rythme moins soutenu, jusqu'aux années 1970. Dans le même temps, des failles apparurent dans le système de commercialisation du blé et de l'orge par le *Western Canadian Wheatboard*. En effet, cet organisme n'écoulait qu'un contingent limité pour chaque agriculteur, auquel il était par ailleurs interdit tout autre vente. C'est pourquoi pendant la période faste des années 1970, certains agriculteurs se plaignirent de l'obligation qui leur était faite de vendre leur grain par l'entremise du *Wheatboard*, les empêchant ainsi de profiter directement des prix élevés sur le marché mondial.

Les exploitations agricoles se sont agrandies progressivement, profitant des machines de plus en plus grandes et de plus en plus performantes. L'idée de commercialiser directement au plus offrant devient attractive dans les années 1980, suite aux abondantes récoltes et aux prix élevés dans la décennie 1970. Les idées

néolibérales prennent alors racine dans le terreau fécond des agriculteurs du Saskatchewan. Dans les années 1980, l'État se désengage progressivement de l'agriculture tandis que le prix du grain ne cesse de diminuer.

La gamme des produits agricoles s'est diversifiée au Saskatchewan, avec l'introduction d'une variété de colza comestible, du lin, de la moutarde et des lentilles. Ces grains n'étaient pas commercialisés par le *Wheatboard*. À partir de 1988 (avec la signature du traité de libre commerce entre les États-Unis et le Canada), le secteur agricole canadien devient plus attractif pour les grandes compagnies agricoles américaines. Les années 1990 voient une concentration du pouvoir du marché entre les mains de quelques compagnies agroalimentaires pouvant, grâce à leur monopole quasi total, écarter les profits des agriculteurs en augmentant le prix des fournitures à la moindre embellie du marché. Elles dégagent de telles marges de profit qu'elles peuvent aussi occasionnellement baisser le prix des intrants quand les revenus des agriculteurs s'avèrent insuffisants. Dans ce rapport économique entre acteurs de tailles tellement différentes, le jeu de l'offre et de la demande est forcément faussé.

Cependant, les prix des produits agricoles se sont également détachés de la demande au niveau mondial, et les prix du grain ont continué de baisser sur le marché international, en dépit de la diminution des réserves mondiales. Les prix obtenus par les agriculteurs pour leurs produits baissèrent de 4,6% entre 1996 et 2000, tandis que les prix des fertilisants et du carburant augmentaient de 10% sur la même période. En même temps, suite à la libéralisation du transport du grain, en 1995, et à la restructuration des chemins de fer par l'État, les producteurs virent les coûts de transport de leurs récoltes considérablement augmenter. De plus, le secteur de la recherche publique sur les semences s'effondra, le personnel des exploitations expérimentales d'État fut fortement réduit tandis que le secteur privé recevait de fortes subventions pour développer de nouvelles variétés d'OGM. Par exemple, l'université de Saskatoon développa, en coopération avec l'entreprise Monsanto, une variété de colza résistant au glyphosate (un herbicide) qui fut commercialisé dès 1996. Ainsi, plus de 80% des cultures de colza par exemple sont aujourd'hui transgéniques et sous contrat. Entre-temps, le ministère de l'agriculture du Canada investit, toujours en coopération avec Monsanto, des millions de dollars dans le développement d'une variété de blé résistant au glyphosate.

Parallèlement à ces évolutions marchandes dans la deuxième moitié des années 1990, les membres des coopératives historiques telles que la *Saskatchewan Wheatpool* et *United Grain Growers* autorisèrent leurs directions à transformer les coopératives en sociétés par actions et à former des alliances avec les multinationales *Archer Daniel Midlands* et *Cargill*. Par la suite, les ex-coopératives mirent en place une politique agressive et coûteuse de restructuration des points de collecte du grain, en construisant des silos gigantesques à quelques endroits stratégiques où les producteurs sont désormais obligés de livrer leur grain par camions. Des centaines de petits ascenseurs à grains et les lignes de chemin de fer qui les liaient aux lignes principales furent alors fermées. Les pittoresques silos en bois peints de couleurs vives qui caractérisaient autrefois le moindre village de la plaine du Saskatchewan, furent purement et simplement détruits, afin d'éviter que des groupements de producteurs ou des communes ne les rachètent pour les faire fonctionner eux-mêmes. Les frais de transport des producteurs explosèrent alors une fois de plus.

La seule institution régulatrice qui ait survécu aux années 1990 est le *Western Canadian Wheatboard* qui continue de commercialiser le blé et l'orge. Le *Wheatboard* peut atténuer les oscillations de prix sur l'année, mais il ne peut pas remédier à lui seul à la baisse des prix sur le marché mondial. Les agriculteurs du Saskatchewan qui ne reçoivent aucune subvention et très peu d'aide ponctuelle du gouvernement, se divisent sur le sort du *Wheatboard*. Pour les uns, le monopole de la commercialisation du grain est un instrument important destiné à maintenir leur compétitivité face à leurs concurrents des États-Unis qui sont, eux, fortement subventionnés. Les autres veulent être totalement libres de vendre, soit par le biais du *Wheatboard*, soit directement à un acheteur offrant un prix intéressant. Par ailleurs, le *Wheatboard* est également très régulièrement attaqué par les États-Unis devant la commission d'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le gouvernement canadien se défend alors en arguant du fait qu'il ne subventionne pas l'exportation du blé et de l'orge et en affirmant que le *Wheatboard* correspond à une forme d'entreprise d'État autorisée par le Traité de Marrakech.

La politique régulatrice que les pionniers des Prairies avaient su imposer au gouvernement et aux grandes compagnies fut officiellement dénoncée par l'État dans les années 1990

comme un obstacle à la liberté d'entreprise pour laquelle l'agriculteur était enfin « prêt ». Dans les publications gouvernementales, l'agriculteur est désormais considéré comme un « entrepreneur » qui gère son business avec succès, en utilisant tous les instruments de l'économie de marché, y compris en investissant dans le marché des obligations et les marchés à terme. La compétition et le libre marché sont présentés comme « la base de la liberté individuelle et de la fortune ». Si de tels propos ne surprennent pas de la part d'un gouvernement foncièrement néolibéral, comment se fait-il que cette idéologie ait pu prendre racine parmi les agriculteurs eux-mêmes, au point de devenir une idéologie historiquement constituée dans le sens de Gramsci, c'est-à-dire ayant une valeur psychologique et organisant des comportements collectifs ?

L'agriculteur comme entrepreneur de soi-même

La liberté d'être son propre patron : telle est la raison pour laquelle les agriculteurs du Saskatchewan choisissent ce métier. Ainsi s'exprime Bill Siegler⁴, un jeune producteur : « quand je conduis sur les routes ici, j'ai l'impression qu'elles sont à moi... J'aime être mon propre patron, même si cela signifie que je vais gagner moins d'argent. Je préfère ne pas recevoir d'ordre. Regarder la montre et compter les heures, ça n'a pas de sens pour moi ». Dans son livre sur l'agriculture canadienne, intitulé *Mon propre patron*, Pat Mooney (1988) décrit cette expression comme emblématique à la fois des valeurs des agriculteurs et des tensions contradictoires inhérentes à leur position de classe. « Quand les banquiers, les propriétaires terriens et ceux de l'industrie de transformation deviennent de facto "les patrons", leur domination sur la production peut en fait ne pas être reconnue immédiatement comme une appropriation de l'autonomie de l'agriculteur, parce qu'ils semblent loin dans le temps et dans l'espace. » (Mooney 1988 : 8). La « liberté » peut cependant revêtir des sens très différents : pour certains, la liberté, c'est l'absence de régulation par l'État, l'idée d'être leur propre chef et le libre commerce. Pour d'autres, au contraire, elle suppose un certain contrôle des compagnies, le commerce des grains à travers le *Wheatboard* et l'assurance d'une marge minimale de profit pour leur production.

4. Tous les noms d'agriculteurs sont des pseudonymes.

Cependant, la plupart d'entre eux partagent l'idée que leur liberté résulte finalement de leurs choix personnels, de leur style de vie, de leurs méthodes de production, des investissements dans les nouvelles technologies agricoles, de comment et quand vendre leur production. L'agenda agricole néolibéral fonde sa légitimité sur la conviction des agriculteurs que le succès ou la faillite de leurs exploitations dépend en définitive de l'opportunité de leurs choix, de leur capacité à travailler durement et de leur aptitude à tirer mieux parti du progrès technologique.

La figure de l'agriculteur-entrepreneur domine les publications du gouvernement canadien, comme l'actuel Programme cadre de la politique agraire, où les agriculteurs sont définis comme des « managers d'exploitations agricoles » ayant besoin « d'un savoir-faire stratégique managérial » sur des exploitations qu'ils doivent changer et renouveler constamment. La généralisation de la figure de l'agriculteur-entrepreneur étend ainsi le principe de compétition parmi les agriculteurs des Prairies et renforce leur solitude face aux mécanismes du marché. Cela limite les individus à leurs propres ressources, encourage un sentiment de culpabilité et d'incapacité et incite les agriculteurs à prendre des risques bien au-delà de leurs moyens financiers.

Deux concepts clé du néolibéralisme hantent les agriculteurs et renforcent leur sentiment de culpabilité et d'incompétence : l'« avantage comparatif » et la « flexibilité ». La théorie de l'avantage comparatif, critiquée par Innis, et qui a légitimé le fait que le Canada devienne un producteur de matières premières, domine de nouveau dans les publications du gouvernement du Saskatchewan. Dans leurs visions du futur, le Saskatchewan est destiné à produire des porcs d'exportation pour la Chine dans des élevages gigantesques, du colza pour la fabrication de carburant, des fibres pour l'industrie de l'emballage et des organismes génétiquement modifiés à usage médical. Au niveau individuel, il est de la responsabilité de l'agriculteur-entrepreneur de saisir son avantage comparatif et de produire à moindre coût. Il se doit de répondre d'une manière flexible aux changements dans la structure de la demande et d'exploiter des niches dans le marché d'une façon créative, tout en embrassant de nouvelles technologies.

La stratégie suivie par le jeune agriculteur, Bill Siegler, vise à se mettre au fait de la technologie la plus pointue. Il s'est associé avec son père pour acheter un diffuseur moderne et un nouvel équi-

pement pour les semailles, des investissements qui n'ont fait qu'accroître la lourde dette qu'il avait déjà contractée pour acheter une partie des terres qu'il cultive. Comme la plupart des agriculteurs du Saskatchewan, il a adopté avec enthousiasme le colza génétiquement modifié résistant à l'un ou l'autre des herbicides *Roundup* ou *Libertylink*. Leur utilisation lui permet d'avoir un cycle de production beaucoup plus flexible puisqu'il peut traiter ses champs à n'importe quel stade de développement des plantes. Comme le brevet sur le glyphosate qui est à la base de *Roundup* est périmé, il peut désormais acheter des génériques relativement bon marché. Cependant, des plants de colza résistants à plusieurs herbicides commencent aujourd'hui à émerger, plus difficiles à contrôler qu'une mauvaise herbe. Des plantes sauvages, telles la moutarde, deviennent également résistantes au glyphosate et des recherches entrevoient un lien possible entre la maladie de la fusariose et l'usage excessif de ce produit herbicide.

Bill Siegler a également signé avec Monsanto un accord (*technology use agreement*) qui l'autorise à semer leur colza génétiquement modifié résistant au *Roundup*. L'agriculteur qui veut acheter des semences résistantes au glyphosate doit assister à une réunion d'inscription des producteurs, au cours de laquelle Monsanto présente la technologie et les règles à respecter pour son utilisation. Il doit ensuite signer un engagement. Ouvrir un sac de semence produite avec la technologie est d'ailleurs équivalent à la signature du contrat. La compagnie dicte à l'agriculteur ce qu'il doit faire de sa récolte, et à qui il peut la vendre. Les dispositions du contrat stipulent que les agriculteurs ont le droit d'utiliser les semences pour une seule récolte, que cette récolte doit être vendue pour la consommation exclusivement, et ce uniquement à un acheteur reconnu par Monsanto. Si l'agriculteur n'utilise pas l'herbicide *Roundup* produit par la compagnie, Monsanto refuse de garantir sa semence. De plus, la compagnie se réserve le droit de faire des inspections sans préavis pendant trois ans après la vente de la semence. Malgré cela, Bill ne se sent pas brimé dans sa liberté. Il est persuadé que Monsanto sera incapable de contrôler tous les agriculteurs qui ressemeront leur colza sans payer de droits.

« Il y a beaucoup, beaucoup de gens ici qui ont fait pousser du colza OGM sans payer de droits. Je le sais pertinemment. Et comme les agriculteurs sont de plus en plus déçus par Monsanto, ils sont de moins en moins susceptibles de dénoncer leurs voisins. Il y a toujours un

moment où les choses cessent d'être sous contrôle. Je ne pense pas que Monsanto soit en position de contrôler le marché et d'augmenter les prix. Les choses se résoudre d'elles-mêmes. Si tu regardes l'histoire, il y a toujours un concurrent ou une nouvelle règle pour remettre les choses en place. Je ne suis pas inquiet.» (Bill Siegler 1.7.2003)

Bill a confiance dans le marché: tel un principe régulateur, celui-ci «corrige» à coup sûr les effets des distorsions et ceux aussi des nouvelles variétés génétiquement modifiées qui pourraient être dommageables à l'environnement. Dans cette logique, il se montre sceptique à propos des interventions gouvernementales. Il pense que les subventions sont inutiles et il est totalement opposé à l'étiquetage des produits contenant des ingrédients génétiquement modifiés. Sa confiance dans le marché va de pair avec un optimisme forcé concernant sa propre situation économique: la sécheresse, les prix trop bas, le travail trop prenant et le manque de temps pour sa famille, tout cela va forcément s'améliorer, tout simplement parce qu'autrement, il n'y aurait *«plus rien à espérer»*.

Dans sa vie sociale, il reste en retrait de sa communauté villageoise. Il voit ses voisins faire faillite les uns après les autres, mais il continue de croire fermement en son propre succès personnel. En vertu de cette croyance, il se voit comme faisant partie de ceux qui sont sélectionnés par ce que Bourdieu appelle un «darwinisme moral» qui, de pair *«avec le culte du winner formé aux mathématiques supérieures et au saut à l'élastique, instaure comme norme de toutes les pratiques la lutte de tous contre tous»* (Bourdieu 1998: 3).

Pour Bill, mettre une terre en culture signifie: trouver l'investissement optimal, planifier le contrôle des mauvaises herbes et le programme de fertilisation et, enfin, l'humidité. Mais autant il se sent parfaitement capable de contrôler les deux premiers facteurs, autant le troisième élément lui échappe. Dans les plaines sèches du Saskatchewan, un producteur doit souvent faire pousser une récolte avec seulement neuf centimètres de précipitations par an. L'approche mécanistique de l'agriculture en termes de input et output est constamment compromise par les éléments naturels, par essence incontrôlables. Le progrès technologique ne peut pas toujours compenser l'imprévisible, malgré tous les efforts consentis pour adapter les formes de labour et les types de variétés agricoles à l'aridité du climat et à une saison extrêmement courte.

«Pour se surpasser chaque année», un autre producteur, Gary Silver, essaie de nouvelles variétés de plantes et de fertilisants, en combinaison avec d'autres mélanges de nutriments. Il se flatte d'avoir essayé tout ce que la technologie agricole la plus récente propose. Silver est né dans l'exploitation qu'il a rachetée en 1992 (en s'endettant fortement) après y avoir travaillé avec son père. Pour payer ses dettes, les rentes, et pour faire vivre sa famille sur seulement 700 hectares (une exploitation relativement petite pour le Saskatchewan), Gary doit cultiver ses terres continuellement, sans jamais les mettre en jachère. Il a investi dans du nouveau matériel qui permet de gratter la terre sans la labourer pour conserver l'humidité. Il doit aussi augmenter la quantité de fertilisants, d'herbicides et de pesticides qu'il utilise. Il coopère même avec un consultant en matière de fertilité des sols qui fait des expériences avec des systèmes GPS pour cartographier la qualité du sol, afin de permettre une application plus ciblée des produits chimiques. Il explique ses efforts pour améliorer la productivité comme une tentative de garder le contrôle.

«Tu dois bien t'informer pour être à la hauteur. Soit tu joues le jeu sérieusement, soit tu renonces. J'aime ce métier, mais les politiques puent, elles changent à tout bout de champ comme, par exemple, le prix que l'on peut recevoir pour son produit, tu vois? Il n'y a pas que les variations du dollar, il y a la politique des États-Unis, de l'Europe... tout cela joue... Je ne peux rien contrôler de tout cela, alors je me concentre sur ce que je peux effectivement contrôler: la production. Si j'ai quelque chose à vendre, j'aurai un revenu. Si je n'ai rien à vendre, et bien il faudra peut-être mieux changer de métier.»
(Gary Silver, Colonsay 11.7. 2003)

Gary a l'impression que le Canada, et particulièrement le Saskatchewan, est uniquement un producteur de matières premières, une «mine à ciel ouvert» comme il dit, qui vend sa production à prix bas et achète des biens de consommation manufacturés au prix fort à l'étranger. Il se sent lésé par rapport aux producteurs américains et européens qui reçoivent des subventions de leur gouvernement. Il explique que cette situation l'oblige à essayer continuellement de faire de meilleures affaires et d'accroître sa production, quitte à risquer une surproduction, et à des prix très bas. Malgré tous ses efforts, il arrive à peine à dégager du bénéfice et il se plaint que le revenu familial soit à peine suffisant pour vivre. En dépit des liens qu'il établit entre les décisions politiques, au niveau national et

international, et sa propre situation économique précaire, il conclut néanmoins que le succès ou l'échec de son exploitation dépend finalement de ses propres actions, de ses propres choix.

«...C'est un calcul bizarre, parce que si tu commences à regarder comment les comptables déduisent des choses, ça n'a pas grande chose à voir avec la réalité. Nous vivons au-dessous du seuil de pauvreté, je le sais bien. Le seuil de pauvreté canadien est d'environ 30 000 dollars pour une famille de quatre personnes et nous avons moins que cela pour vivre. Mais encore une fois en grande partie, c'est la conséquence de mes propres choix. Nous avons décidé d'acheter de nouveaux équipements et nous devons payer pour cela. Nous pourrions travailler avec des machines d'il y a 30 ans, ne pas avoir ces remboursements et probablement avoir une récolte similaire, avec plus de travail et plus de dépenses pour des réparations. Mais les coûts seraient juste affectés autrement... » (Gary Silver, Colonsay 11.7.2003)

Gary essaie de suivre le conseil des consultants agricoles et des conseillers financiers qui le poussent à investir dans de nouvelles machines pour obtenir des déductions d'impôts. Mais si l'on compare le temps économisé grâce à ses nouvelles machines et le poids des mensualités et des intérêts, le résultat financier n'est pas à la hauteur de ses espérances. Aujourd'hui Gary travaille sous contrat avec des corporations multinationales et il a signé un accord avec Monsanto pour semer leur colza résistant au *Roundup*. Il n'est désormais plus aussi libre de choisir quel produit utiliser dans ses cultures et il n'a pas le droit de garder le grain récolté comme semence. Comme il devient de plus en plus dépendant des produits chimiques et que leur prix augmente, sa marge de profit se réduit de plus en plus. Gary Silver conclut : *«Ils nous traquent dans le corridor à bétail.»*

Gary semble surpris de sa propre conclusion qui contredit l'image qu'il veut donner de lui-même, celle d'un homme bien au-dessus de ces contingences. La certitude qu'il avait d'être à la pointe du progrès technique s'accorde mal avec le constat qu'il fait que son exploitation est au bord de la faillite. La sensation qu'il a d'être mené comme du bétail par les corporations agrochimiques est en contradiction fondamentale avec la liberté d'entreprise des agriculteurs, théorie à laquelle il aspire.

«C'est vraiment bizarre, mais tu sais quoi? Rien ne t'empêche d'utiliser tes propres semen-

ces sur ton exploitation. Tu peux aussi bien commercialiser ta récolte toi-même. Tu sais... monter ton propre magasin et vendre ton grain dans le monde entier toi-même. Il n'y a pas vraiment de restrictions là-dessus. Il n'y a pas grand-chose que nous ne puissions faire sur une exploitation familiale, comme par exemple faire notre propre pain et le vendre. Mais pour faire tout cela, il faut du capital... » (Gary Silver, Colonsay 11.7.2003)

Comme s'il voulait se convaincre lui-même qu'il lui reste des choses à entreprendre, Gary Silver s'accroche à l'hypothèse improbable qu'il pourrait transformer son propre grain, faire du pain et le vendre dans le monde entier. Pour échapper à sa mauvaise situation économique, il rêve de trouver une niche, «la» bonne idée que personne n'a eue avant lui et grâce à laquelle il deviendra presque miraculeusement riche. Il cite la société Heinzman Farms, aux États-Unis, qui a fait fortune en vendant du lin conventionnel aux hôpitaux pour ses vertus diététiques.

La loi du marché : une force du destin

Quand ils parlent de leurs investissements, les agriculteurs utilisent constamment les mots *espoir* et *croyance* : la récolte record qui va enfin remplir leur bas de laine et leur permettre de rembourser les dettes accumulées, est toujours pour l'année prochaine. Chez tous les agriculteurs conventionnels avec lesquels j'ai pu parler, le concept de progrès est extrêmement présent. Il fait partie de leur image de soi convaincus qu'ils sont de devoir se surpasser chaque année, en acquérant de nouvelles technologies et en essayant de nouvelles variétés que leurs voisins ne connaissent pas encore. Ils sont prêts à contracter des crédits importants pour acheter des machines plus puissantes et pouvoir cultiver de plus en plus d'hectares, que les terres leur appartiennent ou bien qu'ils les louent.

La loi du marché telle qu'elle est perçue aujourd'hui par beaucoup d'agriculteurs apparaît comme une loi immuable dans un monde en transformation constante, où tous les producteurs sont en compétition les uns avec les autres. L'idée que ce mécanisme est une loi naturelle issue de la propension des hommes à échanger des biens et à faire en sorte que cet échange soit à leur avantage, remonte au naturaliste François Quesnay (1694-1777), qui voyait le mécanisme du marché comme une loi naturelle s'imposant malgré les efforts des hommes pour réguler et changer ce commerce.

Le philosophe Adam Smith (1723-1790), influencé par les idées de Quesnay, soutenait l'idée que la recherche d'un rendement maximal de leur capital amènerait les individus nécessairement et naturellement à employer leur capital de la façon la plus avantageuse qui soit pour la société dans son ensemble (Smith 1999: 30). Le fameux concept de «la main invisible» qui décrit ce comportement fut utilisé après sa mort par les défenseurs du libéralisme pour attribuer au mécanisme du marché laissé libre la capacité de faire le bien pour l'ensemble de la société. Cependant, pour Smith, «la main invisible» ne fait pas référence au caractère bienfaiteur d'un mécanisme naturel et abstrait du marché, mais bien au contraire à ce besoin qu'à l'homme marchand d'établir des rapports de confiance directs avec d'autres hommes. L'individu va naturellement investir son capital au plus prêt possible de sa maison; soutenir l'industrie nationale, et la diriger de façon à ce qu'elle produise le plus de valeur possible (Smith 1999: 32)⁵.

Pour Smith qui vivait au XVIII^e siècle, sans Internet ni paradis fiscaux, le réflexe naturel de tout marchand est de ramener son capital à la maison, afin de pouvoir le contrôler directement et d'instaurer des rapports de confiance avec les personnes auxquelles il le confie (Smith 1999: 32). Smith ne décrit donc pas une loi du marché indépendante d'une vie physique et éthique en société. Pour lui, le domaine économique n'a pas d'autonomie et les intérêts des capitalistes ne font pas loi. La dignité humaine relève d'un être éthique appartenant à un ordre social: à une famille, à l'État et à la société des hommes. Smith imagine l'homme investisseur et capitaliste comme inscrit dans un contexte local duquel il dépend et auquel il doit rendre des comptes. L'homme a constamment besoin des autres et il est certes plus facile d'obtenir des faveurs si on fait valoir non pas la nécessité, mais plutôt l'avantage que l'autre peut tirer de la situation. Smith partait donc du principe d'un capitalisme inscrit dans un contexte local et national. Cela n'est plus le cas aujourd'hui dans le cadre d'une mondialisation où l'entrepreneur n'est plus censé s'inscrire dans un contexte local ou même national pour lequel il se sentirait responsable, mais où il est poussé à se projeter au niveau global.

Comment, à partir de là, arrive-t-on à l'idée que l'économie et la société sont régies, non pas par des rapports complexes entre les hommes, mais par une loi naturelle de marché?

Karl Polanyi montre dans *La Grande Transformation* qu'avant la nôtre, il n'y avait

jamais eu de société contrôlée ou régulée par les marchés. L'économie a toujours été enchâssée dans les relations sociales. L'homme cherche en fait à protéger ses intérêts matériels pour maintenir sa position sociale et non pas l'inverse. Rien n'est donc naturel dans la pratique du laisser-faire. Aucun marché libre n'aurait jamais existé si l'on avait laissé libre cours aux choses (Polanyi 1990: 192). Polanyi (1990: 194) montre également que l'établissement de marchés libres au dix-neuvième siècle conduit en fait à une extension considérable des contrôles, des réglementations et des interventions gouvernementales. Dans le même temps, la quête du profit est élevée au rang de justificatif de toute action et tout comportement au quotidien (Polanyi 1990: 54). La philosophie du libéralisme est prête à accepter d'une façon quasi mystique toutes les conséquences du «progrès économique», peu importe leur caractère néfaste pour la société (Polanyi 1990: 59). Celle-ci ne connaît d'ailleurs pas de maux qu'une croissance spontanée ne puisse guérir. Quand Polanyi écrit *La Grande Transformation* en 1944, il est convaincu que «l'utopie extrême» d'un marché autorégulateur a touché à sa fin parce qu'elle a démontré son potentiel destructeur de toute société humaine et naturelle. Soixante ans plus tard «la loi du marché», l'acceptation du «progrès économique» et la confiance aveugle en la «croissance économique» dominent de nouveau les discours officiels et quotidiens au Saskatchewan, et ailleurs.

Ces concepts font partie d'une idéologie historiquement développée dans le sens que lui donne Antonio Gramsci (1975: 869). Elle est étroitement liée aux forces économiques auxquelles elle donne une forme qui les rend historiquement intelligibles. Examinons tout d'abord ce paradoxe: voici l'idéologie dominante d'un monde se voulant sans idéologie. Comme le constate Slavoj Žižek, un des préjugés de cette attitude post-idéologique actuelle est que nous sommes censés avoir plus ou moins dépassé les «fictions politiques» qui nous divisaient (telles que la lutte de classes, par exemple) ce qui nous permet de nous concentrer sur les vrais problèmes (écologie, croissance, etc.), libérés de leur ballast idéologique. «*On pourrait affirmer que l'attitude post-idéologique, c'est à dire l'approche*

5. «By preferring the support of the domestic to that of foreign industry, he intends only his own security, and by directing that industry in such a manner as its produce may be of greatest value, he intends only his own gain, and he is in this, as in many other cases, led by an invisible hand to promote an end which was no part of his intention.» (Smith 1999: 32)

sobre et pragmatique de la réalité, qualifie les antagonismes de classe de "vieilles fictions idéologiques". Le domaine des "passions politiques" n'a plus sa place dans l'administration sociale rationnelle d'aujourd'hui. C'est le Réel historique lui-même qui est donc aveuglé.» (Zizek 1997: 163).

Dans son acception actuelle, la loi du marché devient un mécanisme qui punit, juge et catalogue les hommes en deux classes, les « méritants » et les « non méritants ». Considérant que le passé et le futur d'un individu dépendent entièrement de ses choix passés et à venir, le résultat de ces choix s'inscrit dans l'individu, apparaissant dès lors comme des expressions de sa personnalité (Rose 1999: 87). Le fait que l'agriculteur s'érige en responsable principal des résultats économiques de son exploitation brouille sa capacité d'analyse, sa vision des rapports de pouvoir et des contraintes qui les ont en partie déterminés. Comme le montre Michel Foucault, le libéralisme, en Amérique – et ici le Canada ne fait pas exception – est une manière d'être et de penser. *« C'est un type de rapport entre gouvernants et gouvernés beaucoup plus qu'une technique des gouvernants à l'égard des gouvernés... C'est une sorte de foyer utopique qui est toujours réactivé. C'est aussi une méthode de pensée, une grille d'analyse économique et sociologique. »* (Foucault 2004: 224) La figure centrale dans la pensée néolibérale américaine c'est l'*homo œconomicus*, ce qui ne signifie pas l'homme économique en tant que partenaire de l'échange, comme dans la conception classique, mais *« un homo œconomicus entrepreneur de lui-même, étant son propre capital, étant pour lui-même son propre producteur, étant pour lui-même la source de ses revenus. »* (Foucault 2004: 232) Cet entrepreneur est donc responsable de lui-même, de son éducation et de son potentiel d'innovation, et il est en compétition potentielle avec tous les autres entrepreneurs, c'est-à-dire avec tous les autres individus de la société. Cela a comme conséquence la généralisation de la forme économique du marché, au-delà même des échanges monétaires, fonctionnant comme principe d'intelligibilité, de déchiffrement des rapports sociaux et des comportements individuels (Foucault 2004: 249).

Les stratégies que les agriculteurs du Saskatchewan poursuivent, pour réagir à la déréglementation croissante de l'agriculture, sont presque toutes de nature individuelle. Les arguments néolibéraux font directement appel à leur sens de la justice et à une éthique du travail héritée de leurs grands-parents, les pionniers des Prairies. Ceux qui travaillent le plus durement sont censés être couronnés de suc-

cès. Ils sont donc perpétuellement à la recherche d'idées astucieuses qui leur permettront de trouver une niche dans le marché, une niche qu'ils pourront exploiter, du moins jusqu'à ce que leurs voisins et concurrents ne s'y engouffrent. Les agriculteurs acceptent l'idée que la loi du marché les met en concurrence les uns avec les autres, tout en regrettant la disparition des structures coopératives et des communautés locales. Et quand ils sont incapables de s'en sortir malgré les conseils des conseillers agricoles et bancaires pourtant suivis à la lettre, ils se sentent humiliés.

La plupart des agriculteurs semblent pris en tenailles entre l'idéologie du marché et les traditions familiales. Avec le mythe forgé autour de leurs ancêtres (autosuffisants, capables de supporter tout seuls les épreuves de la colonisation des Prairies), les voilà soumis à une pression énorme, alors même que leur environnement leur semble bien plus clément et civilisé que celui de leurs ancêtres. Au travail en tant que lutte solitaire, ils dressent même de véritables monuments dont l'exemple le plus frappant qu'il m'ait été donné de voir au Saskatchewan est l'épave du bateau *Dontianen*, qu'un agriculteur scandinave a construit pendant les années de dépression au beau milieu des Prairies. Cet homme, qui fabriqua lui-même le moindre clou, qui passa des heures innombrables à creuser le bois et à forger la chaudière, était considéré par ses contemporains comme un fou. Pourtant, il est par la suite devenu un authentique héros du travail, un véritable symbole de la capacité de l'homme à surmonter l'adversité par la seule force de sa volonté. Sur la plaque apposée sur l'épave, on peut lire: *« À tous les pionniers auxquels nous devons tant. »* Ici, c'est le travail en lui-même qui est admiré, justifiant même la folie qui consiste à construire au beau milieu des plaines un bateau destiné aux grandes traversées.

Comme la vision du monde qui domine dans la région est imprégnée du concept de « travailler-dur » et de la foi dans le progrès, il devient quasi impossible pour les agriculteurs de repenser leur situation et d'envisager des alternatives. Si beaucoup d'entre eux s'accrochent à leurs exploitations quitte à s'endetter davantage, c'est parce qu'ils ont la conviction que le marché suit un mouvement cyclique. Il leur faut survivre aux temps difficiles pour pouvoir profiter du bon temps à venir. Ils ont la conviction que le pouvoir des grandes compagnies et des exploitations démesurées auxquelles ils sont confrontés va un jour être rompu par cette même loi du marché qui les a fait naître.

« Je suis contre toute régulation. Tout suit un mouvement cyclique. Si nous regardons cinquante ans en arrière, il y avait des agriculteurs qui exploitaient des terres gigantesques. Ils employaient beaucoup de monde, mais après quelques mauvaises récoltes, ils ont tous fait faillite et la terre a été divisée en petites exploitations. Ce cycle va revenir et les grandes corporations vont devoir se limiter. » (Paul Newman, Govan 16.8.2003)

Pour ces agriculteurs qui gèrent de grandes exploitations de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'hectares et qui produisent des grains principalement pour l'exportation, la loi du marché est une force naturelle imprévisible : comme le temps qu'il fait. Ils espèrent toujours qu'après les années difficiles viendront des années de prospérité, avec des récoltes abondantes et des prix élevés. Tout comme la pluie vient après la sécheresse, de bons prix viendront compenser les années de déficit.

D'un autre côté, les agriculteurs font chaque jour l'expérience d'un vide grandissant dans la population rurale. Un vieux couple d'agriculteurs ayant vécu le temps où le train local s'arrêtait devant leur maison tous les jours pour prendre le lait, décrit comment les petites lignes de chemins de fer ont été fermées les unes après les autres, et comment la fabrication des produits laitiers a été transférée de Colonsay (à 10 km) dans un premier temps à Saskatoon (à 60 km) puis à Calgary (à 600 km)⁶.

Si dans les années 1920, les agriculteurs des Prairies canadiennes se voyaient destinés à nourrir le reste du monde, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Désormais, ils se contentent de lutter pour leur propre survie. Comme l'un d'entre eux le dit :

« Ce serait génial de nourrir le monde, mais à vrai dire, nous nous contentons d'engraisser quelques grandes compagnies. » Curieusement, en inversant la cause et l'effet, il explique que ses produits sont trop chers pour les pauvres du monde, alors qu'en réalité les petits producteurs des pays en développement qui travaillent encore leurs champs à la houe sont incapables de concurrencer une production aussi fortement mécanisée.

Une autre grande vision qui s'oppose à celle d'un marché cyclique est celle du « Farmagedon » (Kneen 1999), de l'apocalypse de l'agriculture, quand le producteur devient inutile parce qu'il peut être remplacé par d'énormes

machines informatisées qui rendent sa connaissance profonde du lieu et de la terre inutile.

« Toute la structure sociale du pays disparaît. Tu verras qu'un jour viendront des gens de n'importe où dans le monde, ils atterriront là, monteront sur le tracteur, feront les semailles et repartiront aussi sec. Ça peut paraître tiré par les cheveux, mais c'est bien possible, puisque des équipes sur moissonneuses-batteuses travaillent déjà comme ça aux États-Unis... ils pourraient aussi bien monter jusqu'ici et retourner au Texas pour l'hiver. Tu n'as même plus besoin d'hommes ici. » (Gary Silver, Colonsay, 11.7.2003)

Beaucoup d'habitants des Prairies semblent hantés par l'idée que les villages et les infrastructures qui ont été créés pendant les cent dernières années et qui ont si profondément transformé l'espace sauvage des Prairies puissent disparaître aussi rapidement qu'ils sont apparus. Des milliers de bâtiments de ferme construits en bois ont disparu sans laisser de trace, des villages entiers ont été effacés de la carte du Saskatchewan ne laissant que leur nom sur des panneaux de gares abandonnées. Mais bien que la plupart des habitants des Prairies se déclarent très attachés à l'endroit où ils ont grandi, ils n'opposent en général que peu de résistance à la destruction des ascenseurs à grain, si typiques de ces villages. Ils trouvent normal que de grandes maisons et des bâtiments publics, tous en bois, soient remorqués vers des lieux plus propices. Les Prairies du Saskatchewan apparaissent alors aux agriculteurs comme l'angle mort du système monde où ils sont tout simplement oubliés.

6. Harold Smith : « Quand on s'est mariés, on avait aussi pas mal de vaches. On a eu jusqu'à 12 vaches laitières. C'est intéressant, ce qui s'est passé pour la crème ; au tout début, un camion faisait sa tournée une fois par semaine pour récupérer la crème. Debors, on avait un petit puits à glace caché sous la paille pour conserver le bidon au frais (il pouvait faire jusqu'à cinq gallons – environ 20 litres). Et puis, ça a changé : le camion ne s'est plus arrêté chez nous, comme nous étions à un mile et demi de la ligne de chemin de fer (environ 2,5 km). Le train passait tous les jours à midi pour être aiguillé vers Colonsay. Nous, on se plaçait le long de la voie, on mettait un drapeau à côté des rails, et quand le train le voyait, il s'arrêtait pour prendre la crème. »

Edna Smith : « Après notre mariage, on a arrêté de faire comme ça. On livrait directement la crème à Colonsay, où un grand train l'emportait jusqu'à l'usine de Saskatoon. Et puis peu après, le train a arrêté de nous le prendre. Alors quand on allait à Saskatoon, on emportait la crème nous-même. Ça, c'était dans les années 1980, et puis ils ont commencé à devenir de plus en plus stricts, et si le bidon avait la moindre trace de rouille, ils vous le refusaient. Il fallait en acheter un nouveau, en plastique. Alors, finalement, on a arrêté de livrer à Saskatoon. On l'emportait directement à la ville, et de là ils l'emportait en camion jusqu'à Calgary, à 500 miles (800 km). Ça, on n'a jamais bien compris. Pourtant c'était une coopérative laitière organisée par les agriculteurs eux-mêmes. On devait attendre jusqu'à une semaine pour que le bidon vide nous revienne. On a arrêté ça parce que ça devenait franchement ridicule. » (Harold et Edna Smith, Colonsay 4.7.2003).

Lors du centenaire de la province du Saskatchewan pendant l'été 2005, une troupe de théâtre composée d'acteurs amérindiens et d'acteurs ayant une ascendance européenne, ont monté une pièce sur l'histoire de la province, la décrivant comme un cycle de devenir et de destruction. Le destin des communautés autochtones et celui des exploitations agricoles familiales étaient montrés en parallèle, comme deux exemples d'un même mécanisme.

Conclusion

L'idée d'une loi du marché hypostasiée comme une force externe de référence qui règle les rapports entre les entreprises agricoles, entre les marchés et entre les pays, est récente au Saskatchewan. L'essentiel des cent années consacrées à l'agriculture d'exportation est marqué par les luttes collectives acharnées contre l'emprise des grandes compagnies et contre les aléas du commerce mondial. À partir des années 1970, le passé a été réinterprété en termes de lutte individuelle et ce qui n'était jusqu'alors qu'une saine compétition amicale entre voisins (pour obtenir la meilleure récolte ou le champ le plus propre) s'est peu à peu transformée en une concurrence acharnée pour racheter des terres et agrandir les exploitations.

Les publications officielles du gouvernement canadien, les brochures publicitaires des grandes firmes agrochimiques et des cabinets de consultants décrivent les agriculteurs comme des entrepreneurs capables de faire des choix économiques rationnels et innovants dans un environnement hautement compétitif et performant. C'est l'entrepreneur individualiste et prospère maîtrisant aussi bien la production que les aléas du marché qui est ainsi montré en exemple. L'agenda agricole libéral fonde sa légitimité sur la conviction des agriculteurs que le succès ou la faillite de leur opération dépend avant tout de leur capacité à travailler durement, à embrasser de tout leur cœur les

succès du progrès technologique et à rester optimistes.

Pour que l'idée d'un libre marché bienfaiteur survive à plus de deux décennies de libéralisation et au démantèlement de quasi toutes les structures coopératives et étatiques, il a fallu qu'elle assume le caractère d'une loi, d'une force naturelle implacable à laquelle toute activité et tout choix humain sont soumis. Dans l'imaginaire des agriculteurs, cette loi a une logique et une régularité qui la rapproche des lois de la nature, des saisons et du temps. Aller à l'encontre de cette loi entraîne échec et défaite, l'impossibilité de « survivre » sur le marché en tant qu'entreprise agricole. Dans le même temps, on observe une croyance en la loi du marché comme un principe moral dur mais juste, en vertu duquel ils verront à la longue leurs efforts et leur assiduité récompensés. L'idéologie qui fait du travail un effort solitaire et tenace joue bien dans le sens de cette croyance.

Mais cette loi du marché érigée en principe conducteur du comportement rend l'individu bien seul et vulnérable. Tous les agriculteurs entrepreneurs devant se considérer eux-mêmes comme étant en concurrence avec tous les autres producteurs du monde (qui produisent peut-être mieux ou moins cher), ils se trouvent sous une énorme pression que seule la croyance en leur propre succès peut soulager. Le concept nietzschéen de la personne qui définit la volonté comme moteur de tout acte devient, par un étrange retournement, la quasi-obligation de croire à l'efficacité de la volonté. La philosophie de la volonté est érigée en credo et les individus doivent croire que leur volonté de succès influence le cours des choses. Mais la loi du marché, que l'on présente comme le principe même de la rationalité, est en fait vécue dans la pratique comme une force incontrôlable, à laquelle on ne peut réagir que par la croyance au succès, en sa propre réussite et par l'espoir en une meilleure conjoncture ou de meilleurs prix. ■

- ADAMS H., 1989, *Prisons of Grass. Canada from a Native Point of View*, Saskatoon, Fifth House Publishers.
- ALLAN AND DISTRICT CELEBRATION COMMITTEE, 2000, *Allan, Saskatchewan « Lots of History »*, reprography.
- ALLAN AND DISTRICT HISTORY BOOK COMMITTEE, 1981, *Times, Past and Present Allan*, reprography.
- ALLAN R., 1976, *Man and Nature on the Prairies*, Canadian Plains Studies 6, Regina, Canadian Plains Research Center.
- BARNES T.J., 2005, « Borderline Communities: Canadian Single Industry Towns, Resources, and Harold Innis », *For Bordering Space Regions*, edited by H. Van Houtum, O. Kramsch and W. Zierhofer, 109-22, Aldershot: Ashgate. <http://www.geog.ubc.ca/~tbarnes/New%20Borderline%20communities.doc>.
- BARON D., 1998, *Canada's Great Grain Robbery*, Regina: Don Baron's Communications.
- BONNET GRIMOUX A., BUISSON M., DELORME H., LIPCHITZ A., 2005, *Dynamique des prix agricoles internationaux*, synthèse des exposés et des débats du séminaire du 7 juin 2005, www.ceri-sciencespo.com/archive/sept05/synthesevf.pdf.
- BOURDIEU P., 1998, *Contre-feux*, Paris, Liber, Raison d'agir.
- BOYENS I., 2001, *Another Season's Promise: Hope and Despair in Canada's Farm Country*, Toronto, Viking Books.
- BROWN L. A., ROBERTS J.K., WARNOCK J.W., 1999, *Saskatchewan Politics from Left to Right '44 to '99*, Regina, Hinterland Publishers.
- CELEBRATE SASKATCHEWAN COMMITTEE, 1980, *Milestones and Memoirs. Colonsay and Meacham Districts: 1905-1980*, Colonsay, R.M., 342.
- CONWAY J.F., 1994, *The West. The History of a Region in Confederation*, Toronto, James Lorimer and Company.
- DAVIS J.B., 2002, « Gramsci, Sraffa, Wittgenstein: philosophical linkages », *European Journal of Economic Thought*, 9:3, autumn, 384-401.
- FOUCAULT M., 2004, *Naissance de la bio politique*, Paris, Gallimard.
- FOWKE V.C., 1957, *The National Policy and the Wheat Economy*, Toronto, University of Toronto Press.
- GRAMSCI A., 1975, *Quaderni del carcere*, edizione critica dell'Istituto Gramsci (Valentino Gerratana), Turin, Giulio Einaudi.
- GRAY J.H., 1978, *Men against the Desert, Saskatoon*, Western Producer Prairie Books.
- GUDEMAN S., 1986, *Economics as Culture. Models and metaphors of livelihood*, London, Routledge.
- HART J.F., 2005, « The Changing Scale of American Agriculture », paper presented in the colloquium's series of the Centre for Agrarian Studies, Yale University on March 25th.
- INNIS H.A., 1956, « The teaching of economic history in Canada », M.Q. Innis (ed.), *Essays in Canadian Economic History* (3-16). Toronto, University of Toronto Press (first published in 1929).
- KNEEN B., 1999, *Farmageddon. Food and the Culture of Biotechnology*, Gabriola Islands, New Society Publishers.
- MC NAUGHT H.H.R., 1955, *Colonsay Memoirs 1905-1955*, typescript.
- MOONEY P. H., 1988, *My own boss? Class, Rationality, and the Family Farm*, Boulder, Westview Press.
- NATIONAL FARMERS' UNION, 2003, « The Farm Crisis, Bigger Farms, and the Myths of "competition" and "efficiency" », *Union Farmer Monthly*, vol. 54, issue 7, décembre, 13.
- NGO/CSO FORUM, 2002, *Food Sovereignty: a Right for all*, Acts, Rome, juin 8-13 2002.
- OPPENHEIMER F., 1896, *Die Siedlungsgenossenschaft. Versuch einer positiven Überwindung des Kommunismus durch Lösung des Genossenschaftsproblems und der Agrarfrage*, Leipzig, Duncker & Humbolt.
- PAUL H. et STEINBRECHER R. avec KUYEK D. et MICHAELS L., 2003, *Hungry Corporations. Transnational Biotech Companies colonize the Food Chain*, London, Zed Books.
- POLANYI K., 1990, *The Great Transformation*, Frankfurt, Suhrkamp.
- POTYONDI B., 1995, *In Palliser's Triangle. Living in the Grasslands 1850-1930*, Saskatoon, Purich Publishing.
- ROSE N., 1999, *The Powers of Freedom*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SMITH A., 1999, *The Wealth of Nations*, Book IV-V, London/Penguin Books.
- TAMBIAH S.J., 1970, *Buddhism and the Spirit Cults in South-East Thailand*, London, Cambridge University Press.
- ZIZEK S., 1997, *The Plague of Fantasies*, London, Verso.